

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
50 Victoria St. / 50, rue Victoria
Place du Portage , Phase I
Mailroom C114
salle de courrier C114
Gatineau
Québec
J8X 3X1
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Information Security and Electronic Warfare Major
Proj/Division de la sécurité de l'information et de la
guerre
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
8C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Information Technology Infrastructu Infrastructure de technologie de l'information à l'appui du commandement et du c	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-18IT01/C	Amendment No. - N° modif. 007
Client Reference No. - N° de référence du client W8474-18IT01	Date 2024-02-27
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$QE-061-29203	
File No. - N° de dossier 061qe.W8474-18IT01	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2024-03-12 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input checked="" type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Abela, Aaron	Buyer Id - Id de l'acheteur 061qe
Telephone No. - N° de téléphone () - ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein	

Instructions: See Herein
Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION 007 À L'ISQ

La modification 007 à l'ISQ vise à aborder les éléments suivants :

- A) Publier les questions posées par les répondants pendant la période d'affichage de l'ISQ et les réponses à celles-ci.
- B) Modifier la PARTIE 3 – Instructions pour la préparation des réponses, Section III : Renseignements Supplémentaires
- C) Modifier la PARTIE 7 – Clauses du contrat subséquent, article 7.1.2 – Autorisation de tâches
- D) Modifier la PARTIE 7 – Clauses du contrat subséquent, article 7.4 – Exigence de confidentialité
- E) Modifier l'annexe D – Entreprise – Entente de non-divulgence pour la participation au processus de demande de soumissions.
- F) Modifier la table des matières, annexe D – Entreprise – Entente de non-divulgence pour la participation au processus de demande de soumissions.
- G) Prolonger la date de clôture de l'invitation à se qualifier (ISQ)

A) Questions et réponses

Numéro de question	Question	Réponse
032	<p>Renvoi à la modification n° 003 de l'ISQ – Question n° 5, où la réponse indique que « le MDN n'a pas l'intention de payer des abonnements dans le cadre d'une démonstration ou d'une validation de principe. Si un abonnement s'avère nécessaire au cours de la coopération financée, il sera déterminé dans l'autorisation de tâches et sera couvert par la disposition matérielle de l'annexe B – Base de paiement. »</p> <p>Question : Pour tous les abonnements infonuagiques achetés ou même gratuits, il existe certaines modalités qui sont uniques et spécifiques à l'utilisation et à la consommation des services infonuagiques. Dans les situations où un abonnement est requis et inclus dans le cadre de l'autorisation de tâches, le MDN tirera-t-il parti de l'accord-cadre infonuagique existant du gouvernement fédéral ou le MDN acceptera-t-il les conditions d'essai standard des fournisseurs pour les services d'infonuagique dans le cadre de l'autorisation de tâches?</p>	<p>Le MDN tirera parti de l'entente existante de l'accord-cadre infonuagique existant du gouvernement fédéral dans la mesure du possible, mais il est reconnu que des normes particulières peuvent ne pas être disponibles et qu'elles seront formées dans le cadre du processus d'autorisation des tâches.</p>

033	<p>Renvoi à la PARTIE 7, section 7.1.2, Autorisation de tâches – Processus d'autorisation de tâches, point (b), item IV, qui stipule que « si un entrepreneur de la coopération financée à qui le projet d'autorisation de tâches a été envoyé ne répond pas dans les délais prévus ou confirme par écrit qu'il refuse d'accepter la tâche, cet entrepreneur ne recevra pas d'autorisation de tâches pour cette portée des travaux. Cela n'empêche pas l'entrepreneur de la coopération financée de recevoir ou de se voir attribuer de futurs travaux relatifs à l'AT, conformément au sous-paragraphe 2 ci-dessus. »</p> <p>Question : Est-ce que « dans les délais prévus » peut être clairement défini en jours, s'il vous plaît?</p>	<p>Renvoi à la partie 7, section 7.1.2, Autorisation de tâches (AT) – Processus d'autorisation de tâches, point (f). L'expression « dans les délais prévus » est définie comme dix (10) jours ouvrables.</p>
034	<p>Renvoi à l'Annexe A – Énoncé des travaux – Coopération financée, section 3 – Tâches et produits livrables, où les tâches et les produits livrables potentiels sur lesquels la coopération financée se concentrera sont énumérés. Certaines de ces activités (p. ex. description des offres de services, démonstrations, etc.) sont généralement considérées par les fournisseurs comme des activités préalables à la vente et, par conséquent, ne sont pas des services facturables.</p> <p>Questions :</p> <p>1) Le MDN confirmera-t-il qu'une autorisation de tâches ne sera pas requise pour les travaux préalables à la vente ou non facturables effectués par le fournisseur?</p> <p>2) De plus, le MDN confirmera-t-il également que tout travail non facturable que le fournisseur juge préalable à la vente ne sera pas assujéti aux modalités de la section 7.1.2 (b) IX et jugé déraisonnablement bas?</p>	<p>Certaines tâches incluses dans la portée des travaux de l'autorisation des tâches peuvent être considérées par le ministère de la Défense nationale (MDN) comme étant exclues de la facturation et non comme un produit livrable facturable. Ces tâches seront clairement indiquées dans chaque AT pertinente.</p> <p>Tout travail non facturable ne sera pas soumis à des conditions dans les limites prévues à la section 7.1.2 (b) IX et considéré comme déraisonnablement bas.</p>
035	<p>Dans l'invitation à se qualifier, il est indiqué que : « Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de l'invitation à se qualifier. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre. »</p> <p>Question : Puisque la période de 10 jours civils avant la date de clôture de l'invitation à se qualifier se termine un dimanche, nous demandons que les questions et réponses soient acceptées jusqu'au lundi 29 janvier.</p>	<p>La date de clôture de la demande d'invitation à se qualifier a changé. Si la date de soumission des demandes de renseignements dans les 10 jours civils tombe une fin de semaine ou un jour férié, le Canada acceptera les demandes jusqu'au jour ouvrable suivant.</p>
036	<p>Demande de modification de la PARTIE 7 – Clauses du contrat subséquent, section 7.2.1 – Conditions générales, CCUA 2035 (2022-12-01) Conditions générales – Besoins plus complexe comme suit :</p>	<p>Les écarts par rapport aux conditions du Guide des CCUA 2035 resteront inchangés.</p>

	<p>Le point a) 5 (Exécution des travaux) est supprimé. Le point b) 8 (Remplacement de personnes désignées) est supprimé. Le point c) 12 (Les échéances sont de rigueur) est supprimé. Le point d) 11 (Inspection et acceptation des travaux) est modifié par ce qui suit pour supprimer les paragraphes 2 et 3, et ajouter « L'acceptation signifie que les services fournis et les prix facturés sont conformes au contrat ». Le point e) 16 (Période de paiement) est supprimé. Le point f) 18 (Conformité aux lois applicables) est modifié par la suppression de la deuxième phrase du paragraphe 1. Le point g) 19 (Propriété) est supprimé. Le point h) 20 (Droit d'auteur) est supprimé. Le point i) 21 (Traduction de la documentation) est supprimé. Le point j) 23 (Biens de l'État) est supprimé. Le point k) 24 (Responsabilité) est supprimé. Le point l) 25 (Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances) est supprimé. Le point m) 31 (Comptes et vérification) est supprimé. Le point n) 32 (Droit de compensation) est supprimé.</p>	
037	<p>Demande de modification de la PARTIE 7 – Clauses du contrat subséquent, section 7.13 – Ordre de priorité des documents pour classer l'autorisation de tâches (AT) acceptée la plus élevée dans la priorité afin qu'il soit possible de peaufiner mutuellement les modalités.</p>	<p>L'ordre de priorité des documents demeurera inchangé et s'appliquera à chaque instrument de contrat de coopération financée.</p>
038	<p>Demande de suppression de la PARTIE 7 – Clauses du contrat subséquent, section 7.2.2 – Conditions générales supplémentaires 4007 (2022-12-01) (Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et la clause) dans son intégralité.</p>	<p>Le Canada n'apportera pas de modifications pour supprimer les Conditions générales supplémentaires 4007 (2022-12-01), Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux de l'invitation à se qualifier.</p> <p>Consulter la réponse à la question n° 068, ci-dessous, pour obtenir de plus amples renseignements.</p>
039	<p>ANNEXE D Paragraphe d'introduction b</p> <p>Veuillez modifier le paragraphe b) comme suit afin que l'objet de l'accord de non-divulgence se limite au processus de sollicitation seulement. Cela est conforme au titre de l'accord de non-divulgence.</p> <p><u>Au cours du processus de sollicitation susmentionné</u>, Le Canada divulgue les renseignements de nature délicate au participant dans le seul et unique but de permettre au participant de participer au <u>processus de sollicitation</u> du projet d'ITI C2 <u>susmentionné</u>, et, si le participant le souhaite, de préparer et de présenter une offre au Canada, si le Canada recherche de telles offres (le « but »).</p>	<p>Les modifications sont acceptées en partie.</p> <p>Consulter la section B) de la présente modification relative à l'invitation à se qualifier, ci-dessous, pour obtenir de plus amples renseignements.</p>

040	<p>ANNEXE D Section 1.b « Renseignements de nature délicate » ANNEXE D Section 1.b « Renseignements de nature délicate »</p> <p>Veuillez ajouter le terme « processus de sollicitation » au paragraphe 1. b).</p> <p>Sous réserve des modalités de la présente entente de non-divulgaration, le participant doit préserver la confidentialité des renseignements de nature délicate fournis au participant par le Canada ou en son nom dans le cadre du processus de sollicitation du projet d'ITI C2.</p>	<p>Les modifications sont acceptées en partie.</p> <p>Consulter la section B) de la présente modification relative à l'invitation à se qualifier, ci-dessous, pour obtenir de plus amples renseignements.</p>
041	<p>ANNEXE D Section 1.d « Renseignements de nature délicate »</p> <p>Veuillez confirmer si le Canada acceptera la divulgation de l'entrepreneur aux termes de la présente entente de non-divulgaration à ses sociétés affiliées à l'extérieur du Canada. Un fournisseur multinational de services infonuagiques (FSI) fait appel à du personnel à l'échelle mondiale, et pas seulement au personnel employé par l'entité canadienne du FSI.</p>	<p>Si un entrepreneur en coopération financée souhaite divulguer de l'information à un tiers, notamment à une société affiliée au Canada ou à l'extérieur de celui-ci, il doit d'abord obtenir le consentement écrit du Canada. La décision d'approuver ou de rejeter une demande de divulgation sera prise par le Canada au cas par cas et à sa seule et unique discrétion. Les demandes de divulgation à des tiers qui ne satisfont pas aux exigences établies au paragraphe 1.d de l'entente de non-divulgaration, ou à toute autre disposition pertinente, ne seront pas prises en compte.</p>
042	<p>ANNEXE D Section 1.d « Renseignements de nature délicate »</p> <p>Veuillez donner votre consentement préalable écrit à la divulgation par le participant à ses sociétés affiliées à l'extérieur du Canada.</p>	<p>Voir la question n° 42 ci-dessus.</p>
043	<p>ANNEXE D Section 1.d « Renseignements de nature délicate »</p> <p>Veuillez supprimer « immédiatement » et ajouter « rapidement (sans retard injustifié) » comme indiqué ci-dessous :</p> <p>Le participant s'engage à ne pas divulguer ni à permettre la divulgation de tout renseignement de nature délicate à des tiers, y compris des sous-traitants ou des filiales, à ne pas utiliser, ni de permettre l'utilisation des renseignements de nature délicate, sauf dans la mesure exigée pour analyser les conceptions ou solutions éventuelles dans le cadre de l'IQ, à condition que le participant ait obtenu le consentement écrit préalable du Canada à cette divulgation et à condition que ces tiers possèdent les attestations de sécurité requises et aient convenu de préserver la confidentialité des renseignements selon des modalités qui sont aussi rigoureuses que celles</p>	<p>La modification proposée est acceptée.</p> <p>Consulter la section B) de la présente modification relative à l'invitation à se qualifier, ci-dessous, pour obtenir de plus amples renseignements.</p>

	énoncées dans les présentes. Le participant convient en outre de fournir immédiatement <u>rapidement (sans retard injustifié)</u> au Canada, sur demande, une liste de ces tiers et des détails concernant les renseignements de nature délicate divulgués.	
044	<p>ANNEXE D Section 1.e « Renseignements de nature délicate » Veuillez insérer « supprimer » ici pour permettre la suppression des renseignements de nature délicate stockés dans une copie logicielle sur les lecteurs, etc.</p> <p>Veuillez modifier la section 1.e comme suit : « Tous les renseignements de nature délicate demeureront la propriété du Canada. À la demande du Canada, ou suivant la fin ou la résiliation du but ou de tout point du projet d'ITI C2 à cet égard, le participant doit remettre, <u>supprimer</u> ou détruire, au choix du Canada, les renseignements de nature délicate, ainsi que tout document de travail, copie et note qui contiennent ces renseignements dans un délai de 30 jours civils, <u>à l'exception des copies se rapportant à de l'information sensible qu'il pourrait être nécessaire de conserver en raison de normes juridiques ou archivistiques, de normes comptables externes ou d'exigences réglementaires.</u> À la demande du Canada, le participant doit confirmer que les renseignements ont été détruits <u>ou supprimés.</u></p>	La modification proposée n'est pas acceptée.
045	<p>ANNEXE D Section 2.a « Renseignements contrôlés » Veuillez ajouter « Le Canada désignera les renseignements contrôlés comme tels au moment de leur divulgation » à la fin du paragraphe a).</p> <p>On entend par renseignements contrôlés : (i) tout renseignement ou tout matériel considéré comme une marchandise contrôlée aux termes de l'Annexe « Liste des marchandises contrôlées » de la <i>Loi sur la production de défense</i>; (ii) tout renseignement assujetti au Programme de la sécurité industrielle du Canada ou au Programme de sécurité des contrats, y compris les renseignements ou le matériel PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ; ou (iii) tout renseignement ou tout matériel considéré comme une marchandise contrôlée selon la <i>Loi sur la production de défense</i> et assujetti au Programme de la sécurité industrielle du Canada ou au Programme de sécurité des contrats. <u>Le Canada désignera les renseignements contrôlés comme tels au moment de leur divulgation.</u></p>	<p>La modification proposée est acceptée.</p> <p>Consulter la section B) de la présente modification relative à l'invitation à se qualifier, ci-dessous, pour obtenir de plus amples renseignements.</p>
046	<p>ANNEXE D Section 2.b « Renseignements contrôlés » Veuillez supprimer « notamment les exigences relatives à la sécurité établies dans l'annexe D (selon le cas) de la présente entente. » du paragraphe, comme indiqué ci-dessous. Est-ce une référence circulaire?</p>	La modification proposée n'est pas acceptée.

	<p>Le participant reconnaît et convient que tout usage de renseignements contrôlés, notamment l'accès libre, la reproduction, la distribution, la divulgation, la transmission, la retransmission, l'exportation, la réexportation, l'acheminement, le réacheminement, la conservation et la destruction (ou l'interdiction de destruction) de renseignements contrôlés, doit être fondé sur le « besoin de connaître » pour le seul et unique but recherché, sous réserve de ce qui suit, s'il y a lieu : (i) le Règlement sur les marchandises contrôlées et les exigences du Programme des marchandises contrôlées (y compris l'inscription, la conformité et l'exemption); et (ii) le Programme de la sécurité industrielle du Canada ou le Programme de sécurité des contrats, ou toute autre exigence prévue par ces programmes notamment les exigences relatives à la sécurité établies dans l'annexe D (selon le cas) de la présente entente. Aucune disposition prévue par la présente entente de non-divulgation ne limite les obligations du participant prévues dans le cadre des programmes susmentionnés et ne lui permet d'y déroger.</p>	
047	<p>ANNEXE D Section 2.c « Renseignements contrôlés » Veuillez insérer « supprimer », comme indiqué ci-dessous, pour permettre la suppression des renseignements de nature délicate stockés dans une copie logicielle sur les lecteurs, etc.</p> <p>Le participant convient que : (i) Le Canada peut divulguer des renseignements contrôlés au participant pendant le projet d'ITI C2, dans la mesure où le participant est autorisé à recevoir de tels renseignements contrôlés; et (ii) le participant peut ne pas être autorisé à recevoir tous les renseignements contrôlés qui devraient être divulgués par le Canada dans le cadre du projet d'ITI C2. Il incombe au destinataire de s'assurer d'avoir l'ensemble des autorisations et des permissions requises en tout temps. Sans limiter la portée de ce qui précède, le destinataire doit retourner, supprimer ou détruire (à la seule et exclusive directive du Canada) toute information contrôlée. Le participant convient que de telles directives peuvent être données par le Canada à sa seule et unique discrétion, peu importe si le processus de demande de soumissions est terminé ou annulé, ou si le but est achevé.</p>	La modification proposée n'est pas acceptée.
048	<p>ANNEXE D Section 3.a « Généralités » Veuillez supprimer « ou une résiliation immédiate de tout contrat subséquent » comme indiqué ci-dessous. Les motifs de la résiliation du contrat subséquent devraient être traités dans le contrat subséquent, et non dans une entente de non-divulgation pendant le processus d'appel d'offres. « Le participant est conscient qu'un manquement à la présente entente de non-divulgation pourrait entraîner sa disqualification de toute passation de marchés connexe dans l'avenir ou une résiliation immédiate de tout contrat. »</p>	La modification proposée n'est pas acceptée.

049	<p>ANNEXE D Section 3.b « Généralités »</p> <p>Veuillez supprimer « pourrait » et remplacer par « peut » au paragraphe b.</p> <p>Le participant convient en outre que tout manquement à ses obligations de confidentialité prévues dans la présente entente de non-divulgence pourrait <u>peut</u> causer un dommage irréparable au Canada qu'il serait impossible de compenser adéquatement ou raisonnablement en dommages et intérêts. Le Canada a le droit de prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour exécuter la présente entente de non-divulgence, y compris par voie d'injonction et de toute autre mesure de redressement équitable qu'il souhaite exercer.</p>	<p>La modification proposée est acceptée.</p> <p>Consulter la section B) de la présente modification relative à l'invitation à se qualifier, ci-dessous, pour obtenir de plus amples renseignements.</p>
050	<p>ANNEXE D Section 3.c</p> <p>Veuillez modifier ce paragraphe pour faire en sorte que « tous les renseignements » soient limités aux seuls renseignements de nature délicate et aux renseignements contrôlés divulgués dans l'ITI dans le processus d'approvisionnement du projet d'ITI C2.</p> <p>Veuillez supprimer « ainsi que la phase du contrat subséquent ».</p> <p>La présente entente de non-divulgence demeure en vigueur indéfiniment et, à moins qu'elle ne soit remplacée par écrit par le Canada, elle s'applique tous <u>aux renseignements de nature délicate et aux renseignements contrôlés divulgués</u> à tout moment dans le cadre du processus d'approvisionnement du projet d'ITI C2, notamment la phase de la demande de renseignements, la phase d'invitation à se qualifier, la phase d'examen et d'amélioration des exigences ainsi que la phase de la demande de proposition ainsi que la phase du contrat subséquent. Si le participant souhaite être déchargé de ses obligations qu'impose tout document comprenant des renseignements de nature délicate, il peut retourner toute la documentation visée au représentant du Canada concerné, en faisant mention de la présente entente de non-divulgence. Dans ce cas, toute information sensible connue par le participant et son personnel (c.-à-d. l'information sensible qui est connue, mais n'est pas consignée par écrit) continuera d'être assujettie à cette entente de confidentialité, mais il n'y aurait aucune autre obligation en ce qui a trait à l'entreposage sécuritaire des documents contenant de l'information sensible (sauf si le répondant a créé de nouveaux documents contenant de l'information sensible). Le Canada peut demander que le</p>	<p>Les modifications proposées sont en partie acceptées.</p> <p>Consulter la section B) de la présente modification relative à l'invitation à se qualifier, ci-dessous, pour obtenir de plus amples renseignements.</p>

	participant fournisse la confirmation écrite que toutes les copies électroniques et papier des documents qui contiennent de l'information sensible ont été renvoyées au Canada.	
051	<p>ANNEXE D Section 3.a « Généralités »</p> <p>Veuillez ajouter le libellé suivant à la fin du paragraphe a) : <u>« Nonobstant la phrase précédente, le participant ne sera pas responsable des dommages indirects, accessoires, spéciaux, punitifs ou consécutifs, ou de toute perte de profits, de revenus, de données ou d'utilisation des données découlant de la violation du présent accord de non-divulgaration. »</u></p>	La modification proposée n'est pas acceptée.
052	<p>Méthode de paiement Partie 3.1, Section III Annexe B : Nous croyons comprendre que la participation à la coopération financée n'est pas une exigence obligatoire pour cette procédure d'invitation à se qualifier. Un fournisseur pourrait répondre à la procédure d'invitation à se qualifier pour devenir un fournisseur admissible sans conclure un contrat de coopération financée tout en participant aux étapes subséquentes du processus d'approvisionnement. Ce ne sont pas tous les fournisseurs qui souhaiteront participer à la coopération financée. Nous comprenons et apprécions l'intérêt de la Couronne à obtenir la base de paiement sur présentation d'une réponse pour tout répondant qui souhaite conclure un contrat pour la coopération financée.</p> <p>Toutefois, le Canada peut-il préciser que tout répondant qui ne souhaite pas être pris en considération pour une opération financée n'a pas à remplir l'annexe B dans le cadre de sa réponse à la procédure d'invitation à se qualifier?</p>	Consulter la section B) de la présente modification relative à l'invitation à se qualifier, ci-dessous, pour obtenir de plus amples renseignements.
053	<p>Référence – 7.1 – Énoncé des travaux</p> <p>Dans l'ensemble des clauses du contrat subséquent, un certain nombre de modalités sont énoncées pour permettre au MDN de résilier le contrat de coopération financée en cas de défaut.</p> <p>Étant donné que la résiliation pour défaut de paiement est une conséquence grave, veuillez ajouter une modalité dans les clauses du contrat subséquent comme suit : « #. Toute question dans les clauses du contrat subséquent et qui peut donner lieu à une résiliation pour défaut fera l'objet d'une période de correction raisonnable. »</p> <p>Nous soulignons respectueusement que certaines de ces questions ne devraient pas nécessairement donner lieu à une résiliation pour défaut. Au lieu de chercher à essayer de déclasser certaines des questions, pour en faire, par exemple, une résiliation pour des raisons de commodité, nous suggérons que l'insertion d'une occasion expresse pour</p>	Les dispositions relatives à une période de correction sont intégrées à 2035 (2022-12-01), Conditions générales – Besoins plus complexes de services, point 29 – Manquement de l'entrepreneur, tel qu'indiqué à la PARTIE 7, Section 7.2.1 – Conditions générales

	l'entrepreneur de remédier au manquement, afin d'éviter une résiliation pour défaut, sera plus avantageux pour le MDN.	
054	<p>Référence PARTIE 7, Section 7.4 - Clauses du contrat subséquent – Exigence de confidentialité.</p> <p>En supposant que « Contrat » signifie « contrat CF », veuillez envisager de rendre cette exigence de confidentialité plus granulaire. Nous comprenons, d'après l'ISQ, que certains aspects de la coopération financée (CF) pourraient contenir des renseignements de nature délicate ou assujettis à des exigences de sécurité, mais que le fait de soumettre l'ensemble du contrat lui-même à cette période de confidentialité très stricte, y compris l'existence du contrat CF, fera en sorte que la majorité des équipes d'affaires, d'exploitation et de livraison existantes de l'entrepreneur ne seront pas admissibles à soutenir la coopération financée. De plus, l'article 7.4 n'indique pas clairement quels renseignements sont « de nature délicate », par conséquent, l'entrepreneur doit présumer que tous les renseignements liés au contrat CF le sont. C'est coûteux et lourd sur le plan administratif.</p> <p>En aval, le fait de soumettre l'intégralité du contrat CF et de tous les AT en vertu de celui-ci à l'article 7.4 exigera que l'entrepreneur forme une équipe spéciale des opérations de bout en bout (par exemple, y compris, mais sans s'y limiter, une équipe de facturation avec des personnes qui satisfont aux exigences d'habilitation de sécurité du personnel) pour administrer le présent contrat. Cela augmentera nécessairement les prix que l'entrepreneur facture au ministère de la Défense nationale (MDN).</p> <p>En résumé, serait-il possible pour le MDN de ne catégoriser que les renseignements qui sont vraiment de nature délicate en tant que tels et de bien vouloir ajouter l'engagement que le MDN marquera expressément les renseignements de nature délicate ou les renseignements assujettis aux exigences de sécurité, afin que les entrepreneurs en soient avisés à l'avance et puissent traiter l'information en conséquence?</p> <p>Par exemple, les renseignements de nature délicate pourraient être regroupés séparément dans une annexe spéciale du contrat CF ou de l'autorisation de tâche (AT) afin que les membres de l'équipe de l'entrepreneur qui ne détiennent pas d'habilitations de sécurité admissibles (y compris les membres employés par des sociétés affiliées de l'entrepreneur à l'extérieur du Canada) puissent être protégés de l'annexe, mais qu'ils puissent toujours servir et administrer le reste du contrat CF et de l'AT.</p>	<p>Consulter la section D) de la présente modification relative à l'invitation à se qualifier, ci-dessous, qui précise l'hypothèse relative au contrat de CF.</p> <p>Pour chaque AT, le Canada s'efforcera de réduire le fardeau administratif, dans la mesure du possible, en désignant et en classant les renseignements de nature délicate pertinents.</p>

055	<p>7.9.3 - Modes de paiement</p> <p>S'il vous plaît modifier pour ajouter « L'acceptation signifie que les services fournis et les prix facturés sont conformes au contrat. »</p>	<p>Les dispositions relatives à l'acceptation sont intégrées dans le cadre de 2035 (2022-12-01), Conditions générales – Besoins plus complexes de services, point 12 – Inspection et acceptation, tel qu'indiqué à la PARTIE 7, article 7.2.1 – Conditions générales</p>
056	<p>7.17 - Marchandises contrôlées</p> <p>Comment l'entrepreneur est-il censé indiquer les marchandises contrôlées au ministère de la Défense nationale (MDN), alors que c'est le MDN qui les fournira?</p>	<p>La liste des marchandises contrôlées est tenue à jour par le Programme des marchandises contrôlées (PMC). Elle comprend les articles qui relèvent de la <i>Loi sur la production de défense</i> (LPD) et qui sont assujettis à des règlements précis.</p> <p>https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pmc-cgp/index-fra.html</p>
057	<p>7.19 - Règlement concernant les emplacements des Forces canadiennes et 7.20 - Règlement concernant les emplacements du gouvernement</p> <p>Pour les articles 7.19 et 7.20, veuillez ajouter le concept selon lequel le Règlement concernant les emplacements des Forces canadiennes et le Règlement concernant les emplacements du gouvernement seront fournis par écrit et à l'avance à l'entrepreneur qui se rend sur place, afin de donner à l'entrepreneur l'occasion d'en prendre connaissance et de poser des questions ou de demander de la formation au Canada.</p>	<p>Non, les articles actuels resteront inchangés.</p> <p>Aucune formation n'est requise. Toutefois, le MDN fournira un préavis aux entrepreneurs en coopération financée (CF) en ce qui a trait aux règlements liés aux emplacements applicables et prévoira suffisamment de temps pour publier des questions et réponses de suivi à des fins de précisions, et pour leur permettre de demander de la formation, si nécessaire.</p>
058	<p>Référence - 7.22 - Règlement des différends</p> <p>Veuillez ajouter un nouveau paragraphe « e) Les parties conviennent que rien dans le présent article n'est contraignant, mais conviennent néanmoins de résoudre les différends de bonne foi. »</p> <p>Il est difficile de prédire quels différends peuvent survenir. Le répondant peut vouloir avoir la possibilité d'obtenir une décision d'un tribunal pour certaines affaires, tandis qu'il pourrait accepter le recours aux MARC pour d'autres types d'affaires.</p>	<p>Non, les articles actuels resteront inchangés.</p>
059	<p>Référence - CUA 2035</p> <p>Veuillez supprimer CUA 2035 (24) Responsabilité et insérer une disposition de limitation de responsabilité dans les articles du contrat, comme suit :</p>	<p>La limitation de responsabilité ne s'applique pas à l'invitation à se qualifier (ISQ), car les contrats de coopération financée portent strictement sur des besoins en matière de services-conseil et ne sont pas liés à la gestion de l'information ou aux technologies de l'information (GI-TI).</p>

	<p>« AUCUNE DES PARTIES NE SERA RESPONSABLE DES DOMMAGES INDIRECTS, ACCESSOIRES, SPÉCIAUX, PUNITIFS OU CONSÉCUTIFS, OU DE TOUTE PERTE DE PROFITS, DE REVENUS, DE DONNÉES OU D'UTILISATION DES DONNÉES. LA RESPONSABILITÉ MAXIMALE DE L'ENTREPRENEUR POUR TOUT DOMMAGE DÉCOULANT DU CONTRAT POUR LES SERVICES DE COOPÉRATION FINANCÉE OU LIÉS À CEUX-CI, QU'ELLE SOIT CONTRACTUELLE OU DÉLICTUELLE, OU AUTREMENT, SERA LIMITÉE AU MONTANT DES HONORAIRES QUE LE CANADA A PAYÉS À L'ENTREPRENEUR POUR LES SERVICES DÉFICIENTS DONNANT LIEU À LA RESPONSABILITÉ. »</p> <p>Pour la violation des obligations de confidentialité dans le contrat de coopération financée, nous serions prêts à envisager un plafond supplémentaire (« supercap ») sur la responsabilité (dommages directs seulement) qui est un multiplicateur des frais payés en vertu de l'autorisation de tâche ayant donné lieu à la responsabilité (p. ex. 2x).</p>	<p>Toutefois, veuillez noter qu'une clause de limitation de responsabilité sera étudiée pour ajout à l'étape de l'ébauche de DP/DP.</p>
060	<p>Référence - Coopération financée</p> <p>Veuillez confirmer si les ressources de la société affiliée de l'entrepreneur (c'est-à-dire les employés ou les entrepreneurs de la société affiliée de l'entrepreneur aux États-Unis) peuvent effectuer tout ou partie des services de la coopération financée, à condition que l'entrepreneur reste responsable du rendement des ressources de sa société affiliée.</p>	<p>La société affiliée de l'entrepreneur en coopération financée (CF) peut réaliser la totalité ou une partie des travaux de CF connexes dans la mesure où ceux-ci sont requis pour analyser les conceptions ou les solutions possibles, à condition que le participant ait obtenu le consentement écrit préalable du Canada relatif à la divulgation, et à condition que ces tiers détiennent les attestations de sécurité requises et qu'ils aient accepté de garder les renseignements confidentiels selon des modalités non moins rigoureuses que celles contenues dans le contrat de CF subséquent et l'entente de non-divulgation connexe.</p>
061	<p>Référence - Coopération financée</p> <p>Veuillez confirmer si l'entrepreneur peut sous-traiter tout ou partie des services de la coopération financée à un sous-traitant tiers, à condition que l'entrepreneur reste responsable du rendement du sous-traitant.</p>	<p>Des dispositions permettant d'avoir recours à des sous-traitants pour la totalité ou une partie des travaux sont intégrées à 2035 (2022-12-01), Conditions générales – besoins plus complexes de services, point 6 – Contrats de sous-traitance, tel qu'indiqué à la PARTIE 7, article 7.2.1 – Conditions générales.</p> <p>L'entrepreneur en coopération financée (CF) demeure responsable du rendement et des exigences en matière de sécurité applicables du sous-traitant.</p>
062	<p>En raison de la complexité des exigences ITI C2, le Canada pourrait-il reporter la date de clôture?</p>	<p>Le Canada demeure déterminé à respecter la date de clôture prévue pour l'invitation à se qualifier (ISQ).</p>

<p>063</p>	<p>3.1 Préparation des soumissions L'ISQ stipule que : « La réponse doit être rassemblée par sections et répartie comme suit : Section I – Réponse technique Section II : Attestations Section III : Renseignements supplémentaires »</p> <p>Questions</p> <p>1) Veuillez confirmer que les fournisseurs doivent fournir un fichier, séparé en trois sections, nommées comme ci-dessus.</p> <p>2) De plus, étant donné que les liens ne sont pas acceptables pour la documentation requise avec les exigences obligatoires, veuillez indiquer à quel endroit le dossier contenant la documentation supplémentaire devrait être inclus dans la réponse.</p>	<p>1) Les soumissions peuvent être dans un ou plusieurs fichiers qui sont séparés dans les trois sections identifiées.</p> <p>2) Les fichiers contenant des documents supplémentaires seront acceptés. Ils peuvent être soumis avec les réponses à l'invitation à se qualifier (ISQ) pour les sections I, II et III, dans un fichier distinct.</p>
<p>064</p>	<p>Référence article 7.9.7 – Vérification du temps – Veuillez clarifier le processus de vérification du temps facturé et de l'exactitude de l'enregistrement.</p>	<p>Le temps facturé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada.</p> <p>Au besoin, avant ou après le paiement, l'entrepreneur en coopération financée (CF) doit présenter un état détaillé du temps réel travaillé à la demande du Canada. Cela s'applique à toute autorisation de tâche (AT) délivrée en vertu du contrat CF.</p>
<p>065</p>	<p>Plusieurs sections de l'Invitation à se qualifier (ISQ) font référence au Programme des marchandises contrôlées (clauses CCUA, article 6.3, etc.). À l'article 7.3.1 de l'ISQ, on peut également lire ce qui suit : « Le présent contrat englobe l'accès aux marchandises contrôlées. Avant d'obtenir cet accès, le fournisseur qualifié ou l'entrepreneur en CF doit être inscrit au Programme des marchandises contrôlées de TPSGC. » Toutefois, lors de l'examen des types de produits livrables qui devraient être fournis par les fournisseurs dans le cadre de la coopération financée, on ne voit pas clairement quels sont les types de produits livrables qui nécessiteraient réellement la conformité au Programme des marchandises contrôlées.</p> <p>Pouvez-vous confirmer quels sont, parmi les produits livrables énumérés dans l'ISQ, ceux qui entreraient dans la catégorie des marchandises contrôlées?</p> <p>S'il y a des produits livrables qui ne sont pas énumérés, mais qui pourraient faire partie de la coopération financée et qui exigeraient la conformité au Programme des marchandises contrôlées (PMC), pouvez-vous fournir un exemple de ce que ces produits livrables pourraient être?</p>	<p>La liste des marchandises contrôlées est tenue à jour par le Programme des marchandises contrôlées (PMC). Elle comprend les articles qui relèvent de la <i>Loi sur la production de défense</i> (LPD) et qui sont assujettis à des règlements précis.</p> <p>Veuillez consulter le site web Marchandises contrôlées pour obtenir des exemples.</p> <p>https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pmc-cgp/index-fra.html</p>

	La raison pour laquelle les fournisseurs devraient s'inscrire à ce programme à l'étape de la coopération financée n'est pas claire, alors j'apprécierais toute clarification que vous pouvez offrir.	
066	<p>À l'article 2.4 Demandes de renseignements – en période de l'invitation à se qualifier, il est indiqué que : « Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de l'invitation à se qualifier. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre. »</p> <p>Questions :</p> <p>1) L'État peut-il confirmer à quel moment les fournisseurs peuvent s'attendre à recevoir des réponses à leurs questions?</p> <p>2) La Couronne confirmera-t-elle également que les fournisseurs qui ont soumis des questions avant la date limite de publication auront suffisamment de temps pour examiner les nouveaux renseignements qui proviennent des réponses ainsi qu'un délai raisonnable pour ajuster leurs réponses et obtenir les approbations de l'entreprise pour être liés par les clauses et les conditions de l'ISQ et pour accepter les clauses contractuelles qui en découlent, même si cela nécessite de repousser la date de clôture de l'ISQ?</p> <p>3) Nous demandons que la date de clôture de l'ISQ soit repoussée de 4 semaines à compter du jour où nous recevons la réponse à nos questions. Veuillez également tenir compte du fait que plusieurs séries de questions et réponses peuvent être nécessaires compte tenu de la complexité de cet ISQ et des clauses contractuelles de la coopération financée qui en découlent. (Pour mettre les choses en contexte, les approvisionnements complexes précédents du gouvernement du Canada comportaient généralement plusieurs séries de questions et réponses.)</p>	<p>Les questions reçues recevront une réponse complète le plus rapidement possible.</p> <p>La date de clôture prévue de l'invitation à se qualifier (ISQ) tiendra compte de toute modification prévue à l'ISQ et accordera à l'industrie un délai raisonnable pour assimiler les réponses à toute question ou à tout changement à d'autres articles de l'ISQ.</p>
067	L'article 7.14 de l'invitation à se qualifier (ISQ) fait référence à la clause A9006C du Guide des CCUA, qui se rapporte à un contrat de défense et qui prévoit que le droit de propriété sur l'ensemble des « activités, services, biens, équipements, choses et objets que l'entrepreneur doit exécuter, livrer ou fournir en vertu du contrat » appartient au Canada. Toutefois, les modalités contractuelles et réglementaires actuelles d'un contrat de défense se rapportent aux « fournisseurs de la défense » ou aux « projets de défense » – des concepts qui s'appliquent à la production de biens corporels comme de l'équipement et des armes militaires – et dont aucun n'a été identifié comme faisant partie de la portée de l'ISQ, de la	Cet approvisionnement relève de la <i>Loi sur la production de défense</i> (LPD). La clause s'applique et ne sera pas retirée de l'invitation à se qualifier (ISQ).

	coopération financée (CF) ou de la future demande de propositions (DP). Dans ce contexte, l'inclusion de l'item A9006C des CCUA aura une incidence inutile sur la capacité des répondants à participer à l'ISQ et à la CF subséquente. Veuillez confirmer que la clause A9006C du Guide des CCUA ne fait partie d'aucun contrat découlant de l'ISQ, y compris tout contrat de CF, et que l'article 7.14 sera supprimé.	
068	Pour un répondant qui fournira les services pour le contrat de coopération financée (CF) par l'intermédiaire de son entité canadienne, veuillez confirmer que c'est l'exigence en matière de sécurité pour entrepreneur canadien à l'article 7.3.1 s'appliquera à la prestation de services par l'entité canadienne, plutôt que l'exigence en matière de sécurité pour les fournisseurs étrangers.	C'est exact. Une entité canadienne/étrangère sera assujettie aux exigences en matière de sécurité pour entrepreneur canadien définies à l'article 7.3.1 plutôt qu'aux exigences en matière de sécurité pour les fournisseurs étrangers.
069	Avant de conclure des contrats de coopération financée (CF), les entrepreneurs en CF auront-ils l'occasion d'avoir des discussions avec le Canada concernant les modalités du contrat de CF, y compris celles qui s'appliquent à la portée et à la nature des services?	Les modalités du contrat de coopération financée (CF) refléteront ce qui est indiqué dans la PARTIE 7 – Clauses du contrat subséquent de l'invitation à se qualifier (ISQ). Il n'y aura aucune discussion, et aucune modification ne sera apportée.
070	Renvoi : annexe G – Critères d'évaluation, section 2.0, tableau 1 – Le critère d'évaluation technique obligatoire O7 indique qu'un (1) exemple ainsi que le formulaire d'information sur les services et capacités cités en référence sont requis. Veuillez confirmer que les fournisseurs peuvent utiliser l'exemple pour le formulaire d'information sur les services et capacités cités en référence. On pourrait donc fournir un total d'une référence pour le critère O7.	Les soumissionnaires sont tenus de clarifier et d'identifier le formulaire d'information sur les services et capacités cités en référence qui s'applique à chaque exigence précise du critère d'évaluation technique obligatoire, le cas échéant.
071	Veuillez indiquer si les fournisseurs devraient joindre les pages de couverture signées de la modification au formulaire de présentation de la réponse de l'annexe H.	Le formulaire de présentation de la réponse à l'annexe H ne prévoit aucune disposition exigeant la fourniture de pages de couverture des modifications signées. Au lieu de cela, veuillez vous reporter aux Instructions uniformisées 2003 (2023-06-08) – Biens ou services – besoins concurrentiels situées dans la PARTIE 2 – Instructions à l'intention des répondants, section 2.1 – Instructions, clauses et conditions uniformisées de l'invitation à se qualifier (ISQ). Le Canada exige que chaque soumission, à la date et à l'heure de clôture de la demande de soumissions ou à la demande de l'autorité contractante, soit signée par le soumissionnaire (répondant) ou par un représentant autorisé.

		Veillez vous référer aux Instructions uniformisées pour plus de précisions.
072	En raison de la taille du fichier vidéo requis pour le critère O15, est-il acceptable que les fournisseurs divisent le fichier vidéo en deux fichiers distincts et le soumettent dans deux conversations de la SCP distinctes (les fichiers seront marqués 1 de 2 et 2 de 2)?	Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation. Un fournisseur peut ouvrir / demander deux conversations à l'aide du service Connexion de la SCP. Les conversations devront être identifiées en conséquence (1 de 2 et 2 de 2).
073	La section 3.1 prévoit que « la réponse doit être rassemblée par sections et répartie comme suit : Section I : Réponse technique, Section II : Attestations, et Section III : Renseignements supplémentaires ». Les fournisseurs doivent-ils soumettre les trois sections dans un seul document ou trois documents compressés distincts?	Les documents compressés sont acceptables. Veillez vous reporter à la modification n° 007 de l'ISQ, question n° 64, pour de plus amples renseignements.

B) À LA PARTIE 3 – Instructions pour la préparation des réponses, Section III : Renseignements Supplémentaires

Supprimer :

Annexe B – Base de paiement

Les répondants doivent transmettre avec leurs propositions une copie entièrement remplie de l'annexe B, Base de paiement, qui reflète la composition de leurs équipes. Les répondants doivent indiquer les catégories de main-d'œuvre auxquelles ils auront recours pour l'exécution du travail et les taux horaires de la main-d'œuvre en question en dollars canadiens. Les fournisseurs qualifiés qui se voient attribuer un contrat de coopération financée seront payés pour le travail futur indiqué dans les autorisations de tâches autorisées, conformément aux catégories de main-d'œuvre et aux taux horaires indiqués à l'annexe B.

Ajouter :

Annexe B – Base de paiement

Les répondants intéressés à devenir des fournisseurs qualifiés et qui ont eu la possibilité de participer à la phase du contrat de coopération financée doivent soumettre avec leurs propositions une copie entièrement remplie de l'Annexe B – Base de paiement, qui reflète la composition de leurs équipes. Les répondants doivent indiquer les catégories de main-d'œuvre auxquelles ils auront recours pour l'exécution du travail et les taux horaires de la main-d'œuvre en question en dollars canadiens. Les fournisseurs qualifiés qui se voient attribuer un contrat de coopération financée seront payés pour le travail futur indiqué dans les autorisations de tâches autorisées, conformément aux catégories de main-d'œuvre et aux taux horaires indiqués à l'annexe B.

Les répondants qui souhaitent devenir des fournisseurs qualifiés SEULEMENT, et qui ne participent PAS à la phase du contrat de coopération financée, mais qui participent toujours aux étapes subséquentes du processus d'approvisionnement, ne sont pas tenus de soumettre une copie complète de l'annexe B – Base de paiement.

C) À LA PARTIE 7 - Clauses du contrat subséquent, article 7.1.2 – Autorisation de tâche

Supprimer en entier.

Ajouter :

Processus d'autorisation de tâches

a) Autorisations de tâches sur demande : La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés « sur demande », au moyen d'une AT. Les travaux décrits dans l'AT doivent être conformes à la portée du contrat de coopération financée. L'entrepreneur de coopération financée ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir reçu une AT approuvée, émise par le Canada. L'entrepreneur de coopération financée convient que toute tâche effectuée avant la réception de cette AT approuvée est effectuée à ses propres risques.

b) Attribution des autorisations de tâches : S'il n'y a qu'un seul fournisseur qualifié à l'issue de l'ISQ, sa proposition sera recommandée pour l'attribution d'un contrat de coopération financée. Dans le cas d'une attribution de contrat unique, ce contrat pourrait se voir attribuer 100 % du financement. S'il y a plus d'un fournisseur qualifié à l'issue de l'ISQ, chaque fournisseur qualifié sera recommandé pour l'attribution d'un contrat de coopération financée. En cas d'attribution de plusieurs contrats de coopération financée, le financement prévu sera divisé à parts égales entre ces contrats. Si le financement escompté augmente, il sera réparti de manière égale entre tous les fournisseurs qualifiés titulaires d'un contrat de coopération financée. Si un ou plusieurs contrats de coopération financée sont résiliés, le Canada se réserve le droit d'allouer 100 % du financement aux autres entrepreneurs de coopération financée. Par conséquent, l'attribution des AT dans le cadre de la série de contrats sera conforme à ce qui suit :

- I. Au moment où la série de contrats de coopération financée a été attribuée, chaque entrepreneur de coopération financée a reçu un montant de financement précisé dans la clause intitulée « Limitation des dépenses », selon le processus d'évaluation décrit dans l'ISQ qui a mené à l'attribution de cette série de contrats.
- II. Lorsqu'une AT est émise, l'autorité contractante émet le même projet d'AT comprenant la même portée des travaux à chaque entrepreneur de coopération financée. Ce processus se répétera pour chaque nouvelle série d'AT émise par le Canada.
- III. L'entrepreneur de coopération financée qui a reçu un projet d'AT disposera du délai établi dans le paragraphe ci-dessous intitulé « Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâches » pour répondre à l'autorité contractante.
- IV. Si l'entrepreneur de coopération financée qui a reçu en premier le projet d'AT ne répond pas dans le délai prévu ou confirme par écrit qu'il refuse d'exécuter la tâche, il ne recevra pas d'AT pour la portée des travaux en question. Cela n'empêche pas le l'entrepreneur de coopération financée de recevoir ou de se voir attribuer de futurs travaux d'AT, conformément à l'alinéa 2 ci-dessus.
- V. Si le Canada détermine que les ressources proposées ne satisfont pas aux exigences minimales en matière d'expérience ou à d'autres exigences des catégories précisées dans le projet d'AT, le Canada demandera à l'entrepreneur de coopération financée de proposer d'autres ressources, et celui-ci disposera du délai précisé dans le paragraphe « Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâches » pour

répondre à cette demande. Si l'entrepreneur de coopération financée ne répond pas dans le délai prévu, ou si le Canada détermine que les ressources proposées ne satisfont pas aux exigences minimales en matière d'expérience ou à d'autres exigences des catégories précisées dans le projet d'AT, l'entrepreneur de coopération financée ne recevra pas d'AT pour la portée des travaux en question.

- VI. Si l'entrepreneur de coopération financée refuse une AT ou ne présente pas de réponse valide, la valeur en dollars de l'AT pourra être soustraite de la valeur du contrat de l'entrepreneur, et pourra être réaffectée en tout ou en partie, à la discrétion de l'autorité contractante, à un ou à plusieurs entrepreneurs de coopération financée.
- VII. Le processus d'envoi du projet d'AT se poursuivra jusqu'à ce que le Canada annule le besoin associé à la tâche pour la portée des travaux en question ou que l'AT soit attribuée à un ou à plusieurs entrepreneurs de coopération financée. Si la totalité des entrepreneurs de coopération financée ne peuvent ou ne veulent pas répondre à l'une des exigences de l'AT, le Canada vérifiera d'abord la raison pour laquelle les entrepreneurs de coopération financée refusent de répondre avant de prendre d'autres mesures, qui pourraient comprendre d'évaluer la possibilité pour des tiers d'assumer le travail associé à l'exigence de l'AT.
- VIII. Un entrepreneur de coopération financée peut informer, par écrit, le responsable des achats et l'autorité contractante qu'il ne sera pas en mesure d'exécuter des tâches supplémentaires en raison d'engagements précédents découlant d'une ou de plusieurs AT, et aucun projet d'AT ne lui sera alors envoyé jusqu'à ce qu'il avise, par écrit, le responsable des achats et l'autorité contractante qu'il est prêt à exécuter de nouvelles tâches.
- IX. Si la proposition de prix d'autorisation de tâches d'un entrepreneur de coopération financée (CP) fait que cet entrepreneur dépasse la limite indiquée au paragraphe e) *Limite des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches* de la section 7.1.2 de la PARTIE 7, le Canada ne lui délivrera pas cette autorisation de tâches particulière. Le Canada n'offrira l'autorisation de tâches qu'aux entrepreneurs de CP qui, si l'autorisation de tâches leur était délivrée, ne dépasseraient pas cette limite. Des copies d'autorisation de tâches seront remises aux entrepreneurs de CP qui ont atteint ou dépasseront la *Limite des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches* à des fins de référence seulement. Les travaux effectués par un entrepreneur qui dépasse la limite des dépenses ne seront pas remboursés par le Canada et seront considérés comme un investissement par l'entrepreneur de CP contribuant à la réussite du projet de l'ITI C2.

Le Canada peut, à sa seule discrétion, décider d'augmenter la *Limite des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches* des contrats de coopération financée à tout moment durant la période contractuelle.

- X. Seuls les fournisseurs qualifiés qui ont une cote de sécurité appropriée se verront attribuer un contrat de coopération financée (CP). Le processus de distribution des autorisations de tâches (AT), pour obtenir des propositions de prix, et de délivrance des AT commencera maintenant. Les fournisseurs qualifiés qui n'ont pas de cote de sécurité appropriée ne se verront pas attribuer de contrat de CP et ne pourront pas recevoir d'AT ni commencer les travaux qui y figurent avant d'avoir la cote de sécurité appropriée. Après l'obtention de cette cote de sécurité et l'attribution d'un contrat de CP, les fournisseurs qualifiés concernés auront la possibilité de participer aux AT précédemment attribuées, mais à condition que le contrat CP soit attribué dans les six mois suivant l'attribution de l'AT 1 aux entrepreneurs de CP existants. Inversement, seuls des travaux d'AT futurs qui ne dépendent pas d'une AT antérieure seront proposés.

Les propositions de prix soumises par les fournisseurs qualifiés qui obtiendront la cote de sécurité appropriée après l'attribution des premiers contrats de coopération financée et qui décideront de participer à des AT précédemment délivrées seront évaluées par rapport au prix de l'AT proposé moyen au moment de la délivrance initiale de l'AT, afin de déterminer si la proposition est déraisonnablement élevée ou basse.

- XI **Offres déraisonnablement élevées ou basses :** Pour chaque AT, lorsque toutes les réponses auront été reçues, le Canada déterminera le prix moyen proposé pour l'AT en divisant la somme de toutes les réponses de l'AT par le nombre de réponses reçues. En ce qui concerne les contrats de coopération financée, si l'offre d'un entrepreneur de coopération financée, qui serait autrement jugé conforme, s'avère inférieure de plus de 20 % au prix moyen proposé, l'offre sera jugée déraisonnablement basse et sera exclue du calcul servant à déterminer les offres déraisonnablement élevées. Le prix moyen proposé est alors recalculé en excluant les offres déraisonnablement basses. Les entrepreneurs de coopération financée qui proposent une offre déraisonnablement basse pour une AT (d'une portée des travaux précise) seront toujours admissibles à recevoir une AT distincte.

Prenons l'exemple d'une AT pour laquelle 5 réponses ont été reçues :

Réponses	Prix proposés
Réponse n° 1	50 \$
Réponse n° 2	100 \$
Réponse n° 3	105 \$
Réponse n° 4	120 \$
Réponse n° 5	<u>150 \$</u>
TOTAL	525 \$
Prix moyen (total/nombre de réponses reçues)	525 \$/5 = 105 \$

La formule suivante sera utilisée afin de calculer quelles offres sont inférieures de plus de 20 % au prix moyen proposé : $[(\text{prix proposé} - \text{prix moyen})/\text{prix moyen}]$.

Par conséquent, la différence en pourcentage entre les prix proposés qui sont inférieurs au prix moyen est calculée comme suit :

Réponse n° 1 : $[(50 \$ - 105 \$)/105 \$] = -52 \%$

Réponse n° 2 : $[(100 \$ - 103 \$)/103 \$] = -5 \%$

La réponse n° 1 est considérée comme étant déraisonnablement **basse** et sera retirée pour recalculer le prix moyen afin de déterminer si des offres sont déraisonnablement **élevées**.

Par conséquent, le prix moyen serait recalculé comme suit : $[(100 \$ + 105 \$ + 120 \$ + 150 \$)/4] = 118,75 \$$.

En ce qui concerne la présente coopération financée, l'offre des entrepreneurs de coopération financée en réponse à l'AT sera jugée déraisonnablement élevée si le prix proposé est supérieur de plus de 20 % au prix moyen proposé. Un entrepreneur offrant un tel prix, qui serait autrement conforme, se verrait tout de même proposer une AT, mais celle-ci aurait une limitation des dépenses ne surpassant pas le point de référence de 20 % au-dessus du prix moyen proposé. Puisqu'il s'agira de la limite des dépenses pour l'AT, les entrepreneurs de coopération financée ne seront pas remboursés pour les coûts dépassant cette limite. Les entrepreneurs de coopération financée seront autorisés à poursuivre l'exécution des travaux indiqués dans l'AT, mais tous les coûts encourus par l'entrepreneur au-delà de la limitation des dépenses ne seront pas remboursés par le Canada, car ils seront considérés comme un investissement de l'entrepreneur dans la réussite de l'ITI C2.

Continuing with the example above, an unreasonably **high** quote is one that is 20% higher than the average quoted price, which was recalculated above to be **\$118.75**. In order to calculate which quotes are more than 20% higher than the average quoted price, the following formula must be used: [(Quoted Price – Average Price) / Average Price].

Therefore, the % difference between the quoted prices that are above the average price are calculated as follows:

Response 4: $[(\$120 - \$118.75) / \$118.75] = 3\%$

Response 5: $[(\$150 - \$118.75) / \$118.75] = 26\%$

Le prix proposé par la réponse n° 5 est 26 % plus élevé. Ainsi, l'entrepreneur de coopération financée sera remboursé à un prix égal au prix moyen de 118,75 \$ plus 20 %, soit 142,50 \$ ($118,75 \$ \times 1,20$). Par conséquent, la différence de 7,50 \$ dépasse la limite des dépenses et ne sera pas remboursée par le Canada, car elle est considérée comme un investissement de la part de l'entrepreneur de coopération financée.

Les entrepreneurs de coopération financée peuvent être informés de la portée de chaque AT à venir avant l'approbation de la première AT ou peu après.

Le Canada se réserve le droit d'augmenter la limitation des dépenses des contrats de coopération financée à tout moment pendant la durée du contrat.

c) Limite d'autorisation de tâches

Le responsable des achats peut approuver des AT individuelles d'une valeur maximale de **250 000 \$** (taxes applicables comprises), ce qui comprend toutes les modifications.

Une autorisation de tâche qui dépasserait cette limite doit être autorisée par le responsable des achats et l'autorité contractante avant d'être émise.

d) Garantie des travaux minimums -Tous les travaux - d'autorisations de tâches

Dans cette clause,

« valeur maximale du contrat » signifie le montant indiqué à la clause « Limite des dépenses » énoncée dans le contrat;

« valeur minimale du contrat » signifie 10 %

L'obligation du Canada en vertu du contrat consiste à demander des travaux jusqu'à concurrence de la valeur minimale du contrat ou, au choix du Canada, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe 3. En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.

Si le Canada ne demande pas de travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat pendant la période du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des travaux demandés.

Si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie pour inexécution, le Canada n'assumera aucune obligation envers l'entrepreneur en vertu de cette clause.

e) Limitation des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches

1. La responsabilité totale du Canada à l'égard de l'entrepreneur de coopération financée en vertu du contrat pour toutes les AT, révisions comprises, ne doit pas dépasser la somme de _____ \$. Les droits de douane sont inclus, et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur de coopération financée, à moins qu'une augmentation n'ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur de coopération financée doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - (a) lorsque 75 % de la somme est engagée;
 - (b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat;
 - (c) dès qu'il juge que la somme est insuffisante pour achever les travaux requis dans toutes les AT approuvées, y compris toute révision, la première de ces deux éventualités prévalant.
4. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur de coopération financée doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur de coopération financée n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard

(f) Formulaire et contenu de l'ébauche de l'autorisation de tâches

- I. Le responsable des achats fournira à l'entrepreneur de coopération financée une description des tâches au moyen du Formulaire d'autorisation de tâches qui figure à l'annexe E.
- II. Le projet d'autorisation de tâches comprendra les détails des activités à réaliser, une description des produits livrables et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des principales activités ou les dates de présentation des produits livrables. Il comprendra aussi les bases et les modalités de paiement prévues au contrat de coopération financée.
- III. Un projet d'AT doit également contenir les renseignements suivants, s'il y a lieu :
 - a) le numéro du contrat;
 - b) le numéro de tâche;
 - c) la date à laquelle la réponse de l'entrepreneur de coopération financée doit être reçue (cette date figurera dans le projet d'AT, mais pas dans l'AT attribuée);
 - d) les catégories de ressources et le nombre de ressources nécessaires;
 - e) une description des travaux associés à la tâche, portant sur les activités à réaliser ou indiquant les produits livrables (comme des rapports);
 - f) les dates de commencement et d'achèvement;
 - g) toute option de report de la date de fin prévu initialement (le cas échéant);
 - h) les dates jalons pour les produits livrables et les paiements (le cas échéant);
 - i) le nombre de jours-personnes requis;

- j) une note à savoir si les travaux comprennent des activités à réaliser sur place, en précisant l'endroit;
- k) le profil linguistique des ressources requises;
- l) le niveau d'attestation de sécurité que doivent posséder les ressources;
- m) le prix payable à l'entrepreneur de coopération financée pour l'exécution de la tâche, en indiquant s'il s'agit d'un prix forfaitaire ou du prix maximum de l'AT (et dans le cas du prix maximum, l'AT doit indiquer la façon dont le montant final payable sera déterminé; lorsque l'AT n'indique pas la façon dont le montant final payable sera déterminé, le montant payable est le montant, jusqu'à concurrence du montant maximum, correspondant aux heures réellement travaillées sur le projet que l'entrepreneur de coopération financée justifie en présentant les feuilles de présence remplies au moment de l'exécution des travaux par les employés pour justifier les frais);
- n) le mode de paiement demandé.
- o) le numéro de dossier et le numéro de série du contrat de SPAC, tel qu'ils figurent à la page 1 du présent contrat;
- p) toute autre contrainte pouvant avoir une incidence sur l'exécution de la tâche.

(g) FE Contractor's Response to Draft Task Authorization

L'entrepreneur de coopération financée doit remettre au responsable des achats, dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception du projet d'AT, le prix total qu'il propose pour réaliser la tâche ainsi qu'une ventilation de ce prix, établie en fonction de l'annexe B – Base de paiement stipulée au contrat, ainsi que ses ressources proposées correspondantes. La proposition de prix de l'entrepreneur de coopération financée doit être établie selon les taux stipulés dans le contrat. L'entrepreneur de coopération financée ne sera pas payé pour la préparation ni la présentation d'une réponse ni pour la fourniture d'autres renseignements requis pour la préparation et l'attribution officielle de l'AT.

(h) Limite des autorisations de tâches et pouvoirs relatifs à l'attribution d'une autorisation de tâches

Pour être attribuée de façon officielle, une AT doit porter les signatures suivantes :

i. toute AT ayant une valeur, l'AT doit être signé par :

- A. le responsable des approvisionnements;
- C. the FE Contractor; and
- D. l'autorité contractante.

Toute AT qui ne porte pas les signatures requises n'a pas été émise de façon officielle par le Canada et n'est donc pas valide. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur de coopération financée sans que celui-ci ait reçu une AT officielle seront effectués à ses propres risques. L'entrepreneur de coopération financée doit aviser l'autorité contractante s'il reçoit une autorisation de tâches qui ne porte pas les signatures requises.

(i) Processus d'administration des autorisations de tâches pour le MDN

Le processus d'autorisation de tâches sera administré par DASÉ 6-4 – équipe 4.

(j) Ressources préapprouvées

L'entrepreneur de coopération financée doit :

- i. s'assurer que les ressources énumérées dans la liste pour effectuer les travaux prévus dans le présent contrat ou des remplaçants acceptables demeurent disponibles en nombre suffisant pour effectuer les travaux exigés dans les AT qui seront émises conformément au contrat de coopération financée. Il doit

aussi s'assurer que ces personnes conservent les compétences professionnelles et le niveau de sécurité associés aux catégories de ressources correspondantes décrites dans la réponse à l'ISQ pour lesquelles elles sont disponibles;

- ii. éviter les retards associés aux exigences relatives à sécurité du contrat en demandant au Canada, dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat et en tout temps pendant la durée du contrat, d'évaluer les ressources supplémentaires et de vérifier leur cote de sécurité, et ce, en fonction du nombre de ressources indiqué pour chaque catégorie de ressources mentionnée à l'annexe B – Base de paiement. Chaque ressource doit posséder les qualifications minimales appropriées pour la catégorie de ressources pour laquelle elle est disponible, et satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées dans le contrat. Si les ressources sont acceptées par le Canada, le nom de chacune de ces ressources sera ajouté au contrat de coopération financée.

Il n'y a pas de limite quant au nombre de ressources que l'entrepreneur de coopération financée peut présenter aux fins d'évaluation, et il peut le faire en tout temps. Toutefois, la présentation de remplaçants n'élimine pas l'obligation pour l'entrepreneur de coopération financée d'indiquer, pour une tâche donnée, les ressources qu'il a convenu de fournir au Canada en réponse à une AT valide ou conformément à toute autre condition prévue dans le contrat.

(k) Regroupement d'AT à des fins administratives : Le contrat peut être modifié de temps à autre afin de refléter l'ensemble des AT valides attribuées à ce jour et de documenter le travail effectué dans le cadre de ces AT à des fins administratives.

7.1.2.1 Rapports d'utilisation périodiques – contrats comportant des autorisations de tâches

L'entrepreneur de coopération financée doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'AT approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur de coopération financée doit présenter ces données conformément aux exigences relatives à la production de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée. Si des services ne sont pas fournis pendant une période donnée, l'entrepreneur de coopération financée doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres à l'autorité contractante.

Voici la répartition des trimestres :

premier trimestre : du 1^{er} avril au 30 juin;
deuxième trimestre : du 1^{er} juillet au 30 septembre;
troisième trimestre : du 1^{er} octobre au 31 décembre;
quatrième trimestre : du 1^{er} janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les dix (10) jours civils suivant la fin de la période de référence.

Exigence en matière de rapport – Explications

Pour chaque contrat comportant un processus d'autorisation de tâches, on doit conserver un relevé détaillé et à jour de toutes les autorisations de tâches. Ce dossier doit contenir :

Pour chaque tâche autorisée :

- i. le numéro de l'autorisation de tâches ou le numéro de la modification à l'autorisation de tâches;
- ii. le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- iii. le coût estimatif total précisé dans l'AT valide de chaque tâche, taxes applicables en sus;
- iv. le montant total, taxes applicables en sus, dépensé jusqu'à présent pour chaque tâche autorisée;
- v. la date de commencement et la date d'achèvement de chaque tâche autorisée;
- vi. l'état actuel de chaque tâche autorisée, le cas échéant.

Pour toutes les tâches autorisées :

- i. le montant (taxes applicables en sus) indiqué dans le contrat de coopération financée (selon la dernière modification, s'il y a lieu) qui correspond à la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur de coopération financée pour toutes les autorisations de tâches approuvées;
- ii. le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT autorisées.

D) À LA PARTIE 7 – Clauses du contrat subséquent, article 7.4 – Exigence de confidentialité

Supprimer en entier.

Ajouter :

L'entrepreneur en CF reconnaît et comprend que le contrat CF contient des renseignements de nature délicate qui doivent être conservés à titre confidentiel, sans divulgation, sauf pour les personnes qui ont besoin d'en prendre connaissance dans le seul but d'exécuter le contrat CF. En acceptant le contrat CF, l'entrepreneur atteste qu'il ne communiquera d'aucune façon l'existence de ce contrat CF, son contenu ou tout renseignement connexe à quiconque, à l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement du Canada, à l'exception des représentants de l'autorité contractante, technique ou de l'approvisionnement du gouvernement du Canada, de ses employés qui ont besoin d'en prendre connaissance, ou des personnes qui ont convenu par écrit de respecter les mêmes restrictions en matière d'utilisation et de divulgation des renseignements énoncées dans le présent contrat CF et qui sont également détentrices d'une attestation de sécurité de la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) ou d'une inscription au Programme des marchandises contrôlées. L'entrepreneur en CF atteste en outre qu'il a mis en place et maintiendra toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles qui sont énoncées dans toute instruction écrite ou orale émise par le Canada, pour protéger ces renseignements. Le non-respect de cet accord de non-divulgation constitue un manquement aux conditions générales. Un tel manquement peut faire l'objet de poursuites en justice conformément à la *Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs* du Canada, au *Code de conduite pour l'approvisionnement* ou aux autres politiques applicables.

En plus de ce qui précède, l'entrepreneur en CF a ou signera et appliquera les ententes de confidentialité qui sont spécifiés à l'annexe D – Ententes de confidentialité.

E) À l'annexe D – Entreprise – Entente de non-divulgation pour la participation au processus de demande de soumissions

Supprimer en entier.

Insérer : voir ci-joint.

N° de l'invitation – Sollicitation No.
W8474-18IT01/C (ISQ)
N° de réf. du client – Client Ref. No.
W8474-18IT01

Amd. No.
007
N° du dossier – File No.
W8474-18IT01

Buyer ID - Id de l'acheteur
061QE
N° CCC/CCC No. – N° VME/FMS No.

F) Dans la table des matières, annexe D – Entreprise – Entente de non-divulgence pour la participation au processus de demande de soumissions

Supprimer :

Annexe D – Entreprise – Entente de non-divulgence pour la participation au processus de demande de soumissions

Insérer :

Annexe D – Entreprise – Entente de non-divulgence pour la participation au processus de demande de soumissions et de coopération financée

G) Cette modification vise à prolonger la date de clôture de l'invitation à se qualifier (ISQ)

VEUILLEZ CONSULTER la date de clôture de l'invitation à la page 1 de l'ISQ

SUPPRIMER : Dans son intégralité;

INSÉRER : L'invitation prend fin le 2024-03-12 à 14 h heure avancée de l'Est (HAE)

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.

ANNEXE D

ENTREPRISES

ENTENTE DE NON-DIVULGATION POUR LA PARTICIPATION AU PROCESSUS À L'INVITATION À SE QUALIFIER ET AU PROCESSUS DE PARTICIPATION FINANÇÉ

TPSGC N° DE DOSSIER W8474-18IT01/C – projet d'ITI C2

(À signer par les entités commerciales)

En participant à l'invitation à se qualifier (IQ), au processus de participation financé ou aux deux, et eu égard à la détermination du processus d'approvisionnement du projet d'ITI C2, à l'accès à des renseignements qui sont confidentiels, et toute autre contrepartie bonne et valable, dont la réception et la suffisance sont reconnues, le participant convient des modalités de l'entente de non-divulgence suivante (l'« entente de non-divulgence ») :

- a) Le Participant reconnaît que les mesures de sécurité du Canada et de nombreux autres aspects du projet d'ITI C2 sont traités comme des renseignements confidentiels par le Canada.
- b) Au cours de l'IQ et du processus de participation financé, le Canada peut divulguer des renseignements de nature délicate ou des renseignements contrôlés au participant dans le seul et unique but de permettre à ce dernier de participer à l'ITI C2 (le « but »).

1. Renseignements de nature délicate

- a) Aux fins de la présente entente de non-divulgence, les « renseignements de nature délicate » comprennent les documents, instructions, directives, données, éléments matériels, avis et autres, exception faite des renseignements contrôlés (définis ci-après), qui se rapportent ou qui sont relatifs au projet d'ITI C2, qu'ils soient fournis oralement, par écrit ou d'une autre façon, qui sont définis par le Canada comme étant des renseignements classifiés, protégés, exclusifs ou de nature délicate, de vive voix dans le cas de communications verbales ou par écrit dans tous les autres cas. On ne considère pas comme renseignements de nature délicate tout renseignement qui :
 - i) était déjà connu du Participant avant sa divulgation par le gouvernement du Canada;
 - ii) a été légitimement communiqué au Participant par un tiers qui n'est pas soumis à une obligation de confidentialité à l'égard du gouvernement du Canada;
 - iii) est ou devient accessible au public sans qu'il y ait faute ou défaut d'agir de la part du Participant qui constituerait une rupture de cette entente de non-divulgence; ou
 - iv) doit être divulgué en vertu d'une loi ou d'un règlement, notamment dans le cadre d'une procédure judiciaire.
- b) Sous réserve des modalités de la présente entente de non-divulgence, le participant doit préserver la confidentialité des renseignements de nature délicate qui lui sont fournies par le Canada ou en son nom dans le cadre de l'ITI C2, y compris, mais sans s'y limiter, des renseignements qui concernent l'IQ et le processus de participation financé.
- c) Toute divulgation de renseignements de nature délicate doit être fondée sur le « besoin de connaître » uniquement aux employés du Participant, à condition que les employés aient convenu

par écrit de préserver la confidentialité de tous les renseignements de nature délicate selon des modalités qui sont aussi rigoureuses que celles énoncées dans les présentes.

- d) Le participant s'engage à ne pas divulguer ni à permettre la divulgation de tout renseignement de nature délicate à des tiers, y compris des sous-traitants ou des filiales, à ne pas utiliser, ni de permettre l'utilisation des renseignements de nature délicate, sauf dans la mesure exigée pour analyser les conceptions ou solutions éventuelles dans le cadre de l'IQ ou le processus de participation financé, à condition que le Participant ait obtenu le consentement écrit préalable du Canada à cette divulgation et à condition que ces tiers possèdent les attestations de sécurité requises et aient convenu de préserver la confidentialité des renseignements selon des modalités qui sont aussi rigoureuses que celles énoncées dans les présentes. Le participant convient en outre de fournir immédiatement (sans retard injustifié) au Canada, sur demande, une liste de ces tiers et des détails concernant les renseignements de nature délicate divulgués.
- e) Tous les renseignements de nature délicate demeureront la propriété du Canada. À la demande du Canada, ou suivant la fin ou la résiliation du but ou de tout point du projet d'ITI C2 à cet égard, le Participant doit remettre ou détruire, au choix du Canada, les renseignements de nature délicate, ainsi que tout document de travail, copie et note qui contiennent ces renseignements dans un délai de 30 jours civils. À la demande du Canada, le Participant doit confirmer que les renseignements ont été détruits.
- f) Le Participant ne doit pas divulguer ni autoriser la divulgation publique ou la diffusion, quelle qu'elle soit, du but ou des renseignements de nature délicate, en tout ou en partie.
- g) Le Participant ne doit pas modifier, supprimer ou entraver la confidentialité ou d'autres avis fournis dans le cadre des renseignements de nature délicate, et doit reproduire intégralement ces avis et remarques dans toute copie, tout extrait ou tout autre document où pourraient figurer ces renseignements de nature délicate.

2. Renseignements contrôlés

- a) On entend par « renseignements contrôlés » : (i) tout renseignement ou tout matériel considéré comme une marchandise contrôlée aux termes de l'Annexe « Liste des marchandises contrôlées » de la *Loi sur la production de défense*; (ii) tout renseignement assujéti au Programme de la sécurité industrielle du Canada ou au Programme de sécurité des contrats, y compris les renseignements ou le matériel PROTÉGÉ/CLASSIFIÉ; ou (iii) tout renseignement ou matériel considéré comme une marchandise contrôlée selon la *Loi sur la production de défense* et assujéti au Programme de sécurité des contrats ou au Programme de la sécurité industrielle du Canada. Si le Canada divulgue des renseignements, il précisera s'il s'agit de renseignements contrôlés.
- b) Le Participant reconnaît et convient que tout usage de renseignements contrôlés, notamment l'accès libre, la reproduction, la distribution, la divulgation, la transmission, la retransmission, l'exportation, la réexportation, l'acheminement, le réacheminement, la conservation et la destruction (ou l'interdiction de destruction) de renseignements contrôlés, doit être fondé sur le « besoin de connaître » pour le seul et unique but recherché, sous réserve de ce qui suit, s'il y a lieu : (i) le *Règlement sur les marchandises contrôlées* et les exigences du Programme des marchandises contrôlées (y compris l'inscription, la conformité et l'exemption); et (ii) le Programme de la sécurité industrielle du Canada ou le Programme de sécurité des contrats, ou toute autre exigence prévue par ces programmes, notamment les exigences relatives à la sécurité établies dans l'annexe D (selon le cas) de la présente entente de non-divulgation. Aucune disposition prévue par la présente entente de non-divulgation ne limite les obligations du Participant prévues dans le cadre des programmes susmentionnés et ne lui permet d'y déroger.
- c) Le Participant convient que : (i) Le Canada peut divulguer des renseignements contrôlés au Participant pendant le Projet d'ITI C2, dans la mesure où le Participant est autorisé à recevoir de

tels renseignements contrôlés; et (ii) le Participant peut ne pas être autorisé à recevoir tous les renseignements contrôlés qui devraient être divulgués par le Canada dans le cadre du Projet d'ITI C2. Il incombe au destinataire de s'assurer d'avoir l'ensemble des autorisations et des permissions requises en tout temps. Sans limiter la portée de ce qui précède, le destinataire peut retourner ou détruire (à la seule et unique discrétion du Canada) tout renseignement contrôlé. Le participant convient que de telles directives peuvent être données par le Canada à sa seule et unique discrétion, peu importe si l'IQ ou le processus de participation financé est terminé ou a été annulé, ou si le but est atteint.

3. Généralités

- a) Le Participant est conscient qu'un manquement à la présente entente de non-divulgence pourrait entraîner sa disqualification de toute passation de marchés connexe dans l'avenir ou une résiliation immédiate de tout contrat subséquent. Le Participant convient également qu'un manquement à la présente entente de non-divulgence peut entraîner un examen de sa cote de sécurité et/ou de son statut en tant que soumissionnaire admissible pour d'autres besoins.
- b) Le participant convient en outre que tout manquement à ses obligations de confidentialité prévues dans la présente entente de non-divulgence pourrait causer un dommage irréparable au Canada qu'il pourrait être impossible de compenser adéquatement ou raisonnablement en dommages et intérêts. Le Canada a le droit de prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour exécuter la présente entente de non-divulgence, y compris par voie d'injonction et de toute autre mesure de redressement équitable qu'il souhaite exercer.
- c) La présente entente de non-divulgence demeure en vigueur indéfiniment et, à moins qu'elle ne soit remplacée par écrit par le Canada, elle s'applique à tous les renseignements de nature délicate et à tous les renseignements contrôlés divulgués à tout moment dans le cadre de l'IQ du projet d'ITI C2 ou du processus de participation financé. Si le participant souhaite être dégagé des obligations que lui impose tout document comprenant des renseignements de nature délicate, il peut retourner les documents visés au représentant du Canada concerné, en faisant mention de la présente entente de non-divulgence. Dans ce cas, tout renseignement de nature délicate connu par le Participant et son personnel (c.-à-d. tout renseignement de nature délicate qui est connu, mais qui n'est pas consigné par écrit) continuera d'être assujéti à cette entente de non-divulgence, mais il n'y aura aucune autre obligation en ce qui a trait à l'entreposage sécuritaire des documents contenant des renseignements de nature délicate (sauf si le Participant a créé de nouveaux documents contenant des renseignements de nature délicate). Le gouvernement du Canada pourrait exiger du Participant qu'il fournisse une confirmation écrite que toutes les copies papier et électroniques des documents qui comprennent des renseignements de nature délicate ont été rendues au Canada.
- d) La présente entente de non-divulgence constitue l'intégralité de l'entente conclue entre le Participant et le Canada relativement au sujet dont il est question aux présentes. Elle remplace tous les arrangements, ententes, négociations ou discussions antérieurs, qu'ils soient verbaux ou écrits, entre le Participant et le Canada se rapportant au sujet.
- e) Si une disposition de la présente entente de non-divulgence est jugée invalide ou inexécutable par un tribunal compétent, elle sera réputée supprimée de la présente entente de non-divulgence et remplacée par une disposition valide et exécutable qui, dans la mesure du possible, réalise l'intention d'accepter la disposition originale. Les autres dispositions de la présente entente de non-divulgence demeureront pleinement en vigueur.
- f) Le défaut d'exiger l'application stricte d'une des modalités de la présente entente de non-divulgence ne doit en aucun cas être interprété comme une renonciation à ce droit à l'avenir.
- g) La présente entente de non-divulgence est régie par les lois en vigueur dans la province de l'Ontario, y compris les lois fédérales qui s'y appliquent, sans égard aux règles relatives aux

conflits de lois. Les tribunaux de la province de l'Ontario auront compétence exclusive sur toutes les affaires relatives à la présente entente de non-divulgence et le Participant se soumet par la présente à la compétence des tribunaux de la province de l'Ontario.

Signé ce ____ jour de ____ [insérer l'année] par

[Fournisseur-entité commerciale, insérer ici la dénomination sociale], par son signataire autorisé

Signature :

Titre du poste :

Nom en lettres moulées